



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.3/50/L.12
20 octobre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
TROISIÈME COMMISSION
Point 105 de l'ordre du jour

DÉVELOPPEMENT SOCIAL, Y COMPRIS LES QUESTIONS RELATIVES
À LA SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE ET AUX JEUNES, AUX
PERSONNES ÂGÉES, AUX HANDICAPÉS ET À LA FAMILLE

Danemark, Maroc, Philippines et Zaïre : projet de résolution

Pour la pleine intégration des handicapés dans la société :
application des Règles pour l'égalisation des chances des
handicapés et application de la Stratégie à long terme pour
la mise en oeuvre du Programme d'action mondial concernant
les personnes handicapées d'ici à l'an 2000 et au-delà

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 48/96 du 20 décembre 1993, par laquelle elle a
adopté les Règles pour l'égalisation des chances des handicapés,

Rappelant également sa résolution 37/52 du 3 décembre 1982, par laquelle
elle a adopté le Programme d'action mondial concernant les personnes
handicapées¹,

Rappelant en outre toutes ses résolutions pertinentes, notamment ses
résolutions 37/53 du 3 décembre 1982, 46/96 du 16 décembre 1991, 47/88 du
16 décembre 1992, 48/95 et 48/99 du 20 décembre 1993 et 49/153 du
23 décembre 1994,

Notant avec intérêt que des organisations non gouvernementales danoises ont
pris l'initiative d'établir un indice de l'incapacité fondé sur les Règles des
Nations Unies pour l'égalisation des chances des handicapés,

¹ A/37/351/Add.1 et Corr.1, annexe, sect. VIII, recommandation 1 (IV).

Se félicitant du rapport du Rapporteur spécial chargé de suivre l'application des Règles et de la recommandation que celui-ci a faite tendant à ce que l'on mette principalement l'accent dans les deux années à venir sur la législation, la coordination des travaux, les organisations de handicapés, l'accessibilité, l'éducation et l'emploi,

1. Prie instamment tous les gouvernements et organisations de continuer à renforcer leurs efforts en vue d'appliquer les Règles pour l'égalisation des chances des handicapés en prenant des mesures juridiques, administratives et toutes autres mesures appropriées;

2. Encourage les États Membres à verser des contributions volontaires pour appuyer les activités importantes menées par le Rapporteur spécial;

3. Demande aux gouvernements d'appliquer le Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées d'ici à l'an 2000 et au-delà en mettant en oeuvre la Stratégie à long terme;

4. Prie le Secrétaire général de fournir l'appui que nécessite la bonne application de la Stratégie à long terme pour la mise en oeuvre du Programme d'action mondial en diffusant notamment la Stratégie à long terme auprès des États Membres;

5. Prie également le Secrétaire général et le Programme des Nations Unies pour le développement d'achever, en coopération étroite avec la Division de statistique du Secrétariat, la mise au point d'indicateurs mondiaux pour l'égalisation des chances des handicapés et le respect de leurs droits fondamentaux.
